



Portugal, un combat décisif qui aura une influence sur notre propre lutte

Nous publions ici une série de documents. Les deux premiers émanent du B.N. et de la D.P.N. du P.S.U. : l'un est antérieur, l'autre postérieur aux événements du 25 novembre 1975. Le dernier émane de la section syndicale C.F.D.T. de l'entreprise Bâta; il a été repris à son compte et publié par la Fédération Ha.Cui.Tex (C.F.D.T.) en janvier 1976.

I. LES POSITIONS DU P.S.U.

A. Avant le 25 novembre 1975

I. La révolution portugaise a subi un recul qui se manifeste par la formation du 6^e gouvernement à majorité P.S.-P.P.D. et à participation ultra-minoritaire du P.C.

Quelles sont les causes de ce recul, alors qu'après la tentative de putsch avorté de Spínola, on assistait à une radicalisation du processus révolutionnaire : reconstitution projetée de l'A.G. du M.F.A., à partir des comités de casernes, avec majorité de soldats ; création par les travailleurs des organismes de base d'une démocratie socialiste, commissions d'entreprises, de quartiers, de casernes, assurant souvent à la base l'exercice réel du pouvoir, et que le peuple portugais se prononçait majoritairement pour le socialisme aux élections d'avril 1975.

1. Après la rupture de l'alliance de classes issue du 25 avril 1974, alliance

anti-fasciste institutionnalisée dans l'alliance du M.F.A. et des partis P.C.-P.S.-P.P.D. qui n'a pas résisté à la dynamique révolutionnaire, aucun nouveau « bloc social » anti-capitaliste majoritaire n'a pu se recomposer.

2. Rupture au sein du M.F.A. : unis contre le fascisme, les militaires se divisent lorsqu'il s'agit de choisir entre une société capitaliste évoluée et la marche vers le socialisme. Rupture d'autant plus grave qu'ils détenaient le pouvoir d'Etat et que les militaires conscients de cette responsabilité se sont efforcés, jusqu'à la rupture par Melo Antunes, d'aboutir à des compromis qui permettaient le maintien de l'unité du M.F.A., au moins en façade.

Mais un M.F.A. divisé, traversé par la lutte des classes, soumis aux mêmes débats que le reste du pays et souvent d'une manière plus aiguë, ne pouvait prétendre à un rôle apartidaire ou suprapartidaire. Il ne pouvait empêcher



que les résultats des élections à la Constituante, malgré les précautions prises antérieurement (signature d'une plateforme révolutionnaire) n'aggravent les contradictions et ne rendent de plus en plus difficile la coexistence entre le Conseil de la Révolution, les partis forts de leurs pourcentages électoraux et les embryons de pouvoir populaire. Toutefois, rien ne pouvait se faire sans lui, car il détenait la force.

3. Présence des forces de droite qui n'ont pas désarmé, dans la vie économique, dans l'administration, dont le chef de file était Spínola, et qui formaient la totalité des électeurs du P.P.D. et une partie de l'électorat du P.S.. Elles restent hégémoniques dans le Nord du pays avec le soutien de l'Eglise. Attentistes, mais saisissant toutes les occasions pour saboter le processus, elles influencent quand même la situation intérieure en demandant à leurs alliés internationaux d'accentuer les pressions économiques (Giscard).

4. Absence d'unité d'action des principales forces de la classe ouvrière et des couches salariées en général qui n'ont pas su agir consciemment pour permettre à la révolution commençante de se développer à son rythme propre en tenant compte de la réalité des rapports de forces politiques et de la réalité des forces sociales en présence.

II. Le P.S., le P.C. et l'Extrême-gauche révolutionnaire sont responsables à des degrés divers, par leurs orientations et leur pratique, de la situation.

1. Le P.S. qui compte dans ses rangs, ou qui influence un nombre important de travailleurs résolument socialistes, a fait, à travers sa direction, le choix d'une démocratie parlementaire à l'image et avec l'appui des pays européens à direction social-démocrate. En fonction de cette stratégie, il est opposé au développement des formes de pouvoir populaire et a choisi le soutien et l'alliance de la bourgeoisie, élargissant ses bases d'ap-

pui à une bourgeoisie trop discréditée sur le plan politique pour interrompre le cours de la révolution, en déclenchant la crise. Peu influente au sein du M.F.A. dans la période ascendante du mouvement, la direction du P.S. a joué le pourrissement et l'éclatement du M.F.A. avec la volonté de le voir rentrer dans ses casernes et quitter la vie politique le plus tôt possible.

Son score électoral, sa participation à la campagne anti-communiste dont il a été le principal bénéficiaire en captant le « sentiment démocratique et anti-autoritaire » de larges couches de travailleurs, sa campagne alarmiste exagérant les difficultés économiques du régime, le soutien international dont il disposait devaient lui assurer à court terme la liaison avec les tendances du M.F.A. pour lesquelles pouvoir populaire et anarchie sont synonymes.

L'objectif fixé par Soares au gouvernement de collaboration de classes : tenter de restructurer l'appareil d'Etat bourgeois pour obtenir le soutien de toute la bourgeoisie nationale et internationale à la politique de ce gouvernement risque de mettre en cause les acquis des travailleurs et en particulier les embryons de pouvoir populaire. Ce faisant, le P.S., élément dirigeant de la coalition, risque de favoriser objectivement des forces contre-révolutionnaires et de mettre ainsi en question à leur profit son hégémonie actuelle.

Ainsi, la volonté affichée de désarmer les organisations autonomes de base peut ouvrir la voie à une répression violente du mouvement des travailleurs.

2. Le P.C. qui, avant le 11 mars, défendait une orientation restrictivement anti-monopoliste, s'est opposé à l'orientation du P.S. d'une manière trop souvent sectaire. Il s'est placé sur une position résolument anti-capitaliste dès fin avril, reconnue comme telle par une partie importante des travailleurs. Mais ceux-ci ont rapidement compris que le P.C. n'envisageait pas d'autre solution qu'un régime semblable à celui de l'U.R.S.S. ou de ses alliés, expropriant les capitalistes,



certes, mais leur substituant une forme de pouvoir autoritaire, ne laissant guère de place à une réelle liberté d'expression et de décision des travailleurs.

Minoritaire aux élections, il a continué par tous les moyens à prendre le contrôle des appareils municipaux, d'information, syndicaux, etc. Il se faisait ainsi des ennemis au sein même de la classe ouvrière et alimentait la campagne anti-communiste.

L'objectif du P.C. après les élections a été fondamentalement l'instauration d'un capitalisme d'Etat sous la direction de certaines forces militaires. Cette politique a entraîné l'isolement progressif de la révolution et du prolétariat par rapport aux couches nouvellement salariées et à la paysannerie pauvre et moyenne sans lesquelles il ne peut y avoir de victoire possible.

3. La Gauche révolutionnaire, malgré ses divisions, a joué un rôle important, disproportionné par rapport à ses effectifs et à son poids électoral. En promouvant l'acquis principal du processus : le développement du pouvoir populaire, et sur cette base, elle a réussi à entraîner une partie importante de l'armée.

Mais son poids politique est resté limité car elle s'est bornée essentiellement à la revendication de la démocratie directe, sans faire de propositions concrètes, ni sur le plan de la restructuration de l'économie, ni sur celui des nécessaires alliances de classes, et de leur traduction en alliances politiques.

Elle ne possédait pas de stratégie politique tenant compte des forces politiques majoritaires telles qu'elles sont. Elle a, par conséquent, souvent emboîté le pas au P.C. dans son sectarisme contre le P.S. (l'alliance objective des réformistes avec la droite resserrant autour du P.C. l'aile progressiste de l'armée et de la classe ouvrière qui ne veut pas d'issue réformiste), laissant le P.S. apparaître comme le seul défenseur des libertés. Ce qui permet de ranger l'extrême-gauche dans les rangs des autoritaires.

Le rôle de l'extrême-gauche était d'arrimer le P.S. à gauche, quitte à le diviser, en proposant un programme de transition et en participant à la constitution de l'unité populaire qui, autour de la classe ouvrière, doit regrouper les couches de travailleurs antérieurement opprimés par le fascisme et le capitalisme, au lieu d'avancer le mot d'ordre de dissolution immédiate de l'Assemblée Constituante alors qu'il n'y avait pas au même moment une alternative globale et crédible à une forme de pouvoir bourgeois.

Elle a insensiblement glissé vers une stratégie minorisante de prise du pouvoir en s'appuyant d'une part sur les organes de double pouvoir populaire encore embryonnaires, et de l'autre sur l'aile la « plus à gauche » du M.F.A., où certains courants n'ont pas échappé à la tentation de se substituer au processus politique.

Lors de la rupture du F.U.R. et du P.C.P., elle n'a pas su laisser l'entière responsabilité de la rupture au seul P.C.P., ce qui aurait permis une meilleure exploitation de cette rupture. Elle s'est refusée à faire des propositions publiques au P.S.P., réclamant un certain nombre de garanties sur les acquis révolutionnaires, qui auraient sans doute été rejetées par le P.S.P., mais auraient sans doute permis de toucher davantage les ouvriers, les employés, les officiers progressistes, les paysans et les soldats qui font confiance au P.S.P. et qu'il faut lui arracher.

III. Deux blocs sociaux inégaux se sont donc constitués :

— d'une part, un bloc hétérogène, regroupant une fraction de la classe ouvrière, une grande partie de la paysannerie pauvre (la paysannerie du Nord en particulier), la grande majorité de la petite et moyenne bourgeoisie rurale et urbaine, le reste de la bourgeoisie et la majorité des cadres de l'armée. Trouvant son expression dans la stratégie du P.S. mais aussi du P.P.D., ce bloc est majoritaire dans le pays.



Si des thèmes comme « les libertés », l'anti-communisme, les résultats des élections peuvent le souder, ce bloc est néanmoins également politiquement hétérogène, divisé entre une partie du P.S. et les partis spécifiques de la bourgeoisie (P.P.D. et C.D.S.), ce qui se traduit dans les forces armées par un partage entre ceux qui sont prêts à tous les moyens pour restaurer un Etat bourgeois fort et ceux qui hésitent et ne veulent pas d'un retour à un régime plus ou moins fascisant.

— d'autre part, un bloc socialement plus homogène, mais minoritaire, représentant une fraction importante et probablement majoritaire de la classe ouvrière (Lisbonne, Porto, Setubal, etc.), une grande partie du prolétariat rural du Sud et une fraction des forces armées, influencé par l'extrême gauche, F.U.R. et U.D.P. (maoïste principalement), ou le P.C.P.

Relativement homogène socialement, ce bloc ne l'est pas vraiment politiquement, traversé qu'il est par les stratégies différentes des diverses forces d'extrême-gauche et du P.C.

1. C'est dans ce contexte politique, auquel s'ajoutent les difficultés économiques, que s'est installé le gouvernement actuel. Sa volonté de remise en ordre, de restructuration de l'appareil d'Etat bourgeois, reçoit le soutien de toute la bourgeoisie nationale et internationale. Cet objectif, fixé par Soares au gouvernement, risque de mettre en cause les acquis des travailleurs et en particulier les embryons de pouvoir populaire. Ce faisant, le P.S., élément dirigeant de la coalition, risque de favoriser objectivement des forces contre-révolutionnaires. Le fait que les premières mesures de censure, l'interdiction des manifestations de soldats, la reprise des radios, décidées par le Conseil de la révolution aient échoué, montre que la « reprise en main » sera difficile tant qu'il existera une dynamique du mouvement populaire. Ces potentialités ne seront mises à profit et n'ouvriront une nouvelle phase de la

révolution que si les forces révolutionnaires sont en mesure de surmonter leur incapacité à proposer une alternative politique, sociale et économique crédible.

2. Aujourd'hui, l'extrême-gauche est acculée à la bataille dans l'armée. Le 6^e gouvernement veut rétablir son autorité sur l'appareil répressif pour procéder ensuite à la « normalisation » politique et sociale et gagner durablement l'appui financier américain et européen. La lutte dans l'armée pose des problèmes spécifiquement militaires. La résistance des soldats contre la normalisation de l'armée peut plonger le 6^e gouvernement dans une crise et diviser les officiers, l'alliance P.S.-P.P.D., voire le P.S. lui-même. Les problèmes militaires sont d'autant plus importants que le P.P.D. et une partie des officiers peuvent choisir la manière forte et s'allier aux spinolistes ; le P.S.P. peut se souvenir des leçons de Noske et Scheidemann (avec les commandos d'Amadora, etc.).

Mais la lutte dans l'armée aujourd'hui ne peut pas être seulement militaire. Elle doit s'accompagner de propositions publiques au gouvernement et au P.S.P., pour gagner à soi les couches populaires qu'ils influencent. Elle doit s'articuler avec des propositions politiques : qu'en est-il du pouvoir d'Etat officiel et de la Constituante ? Quelles alliances ? Quel programme ?

3. Actuellement, la tactique de l'extrême-gauche va-t-elle privilégier l'affrontement en espérant en avoir encore les moyens militaires, ou va-t-elle, en fonction d'une évolution ouverte du rapport des forces politiques, essayer, face à l'incapacité prévisible du nouveau gouvernement à satisfaire durablement les masses populaires, de se battre autour d'un programme permettant de s'adresser en termes non sectaires aux masses influencées par le P.S. et le P.C. ainsi qu'à leurs directions ?

Le risque est grand de voir la priorité donnée à une tactique « classe contre classe » dont les résultats seraient et



sont déjà désastreux. C'est ce dont nous devons discuter franchement avec nos camarades portugais.

IV. Selon nous il est nécessaire, afin de préserver les acquis révolutionnaires, d'orienter les efforts vers :

— la défense, le renforcement, l'extension et la coordination des organes populaires de démocratie directe en liaison avec les revendications des travailleurs dans les entreprises et les quartiers.

Cet objectif ne peut être confondu dans la période actuelle avec un mot d'ordre demandant immédiatement tout le pouvoir pour ces organismes.

— la proposition d'unité d'action offensive sur une plateforme d'actions anti-capitalistes avec l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, notamment pour peser sur les choix du gouvernement, sans toutefois rechercher l'affrontement direct qui serait défavorable dans l'actuel rapport des forces. Il faut en effet tenir compte du fait qu'une partie des bases sociales de la révolution font actuellement confiance à certaines organisations présentes au gouvernement.

Ainsi, ce n'est qu'en respectant son propre rythme que le mouvement populaire pourra forger une alternative à la politique du gouvernement, et un autre pouvoir.

C'est sur ces bases que le P.S.U. entend poursuivre son débat fraternel avec les forces révolutionnaires portugaises et que ses militants poursuivront leurs actions de solidarité.

(Texte élaboré par la Commission de synthèse du Bureau National.)

B. Après le 25 novembre 1975

I

1. C'est au moment où le 6^e gouvernement se trouvait dans une crise profonde que les événements du 25 novem-

bre ont abouti à une transformation brutale du rapport des forces dans le pays.

Expliquer l'échec de la gauche militaire, c'est expliquer pourquoi le problème à l'ordre du jour n'était pas celui de la prise du pouvoir mais celui d'une formule gouvernementale transitoire permettant le développement des formes de double pouvoir.

2. En effet, à la veille du 25 novembre, le pouvoir populaire restait encore embryonnaire, la gauche révolutionnaire n'avait pas défini les termes d'une politique alternative aussi bien du point de vue stratégique et tactique que du point de vue des alliances nécessaires. Par contre, le P.C. reprenait l'offensive et, s'appuyant sur le mouvement de masse, tendait à prendre progressivement le contrôle des structures de coordination du pouvoir populaire, surtout dans la ceinture industrielle de Lisbonne. Ceci dans le but de renégocier sa place dans un autre gouvernement.

D'autre part, sur le plan social, on assistait à une montée d'une grande partie de la paysannerie propriétaire contre la réforme agraire, rendant ainsi manifeste l'isolement relatif de la classe ouvrière, qui n'avait pas encore réussi à tisser autour d'elle les alliances nécessaires à son succès.

Dans ce contexte le problème de la prise de pouvoir révolutionnaire ne pouvait se poser. Par contre, préserver les conditions de maintien et de développement du pouvoir populaire imposait la création d'un cadre politique général favorable qui aurait pu permettre un développement des organisations autonomes pouvant se transformer en véritable pouvoir alternatif.

3. Parallèlement, la droite bourgeoise mettait en place les éléments d'une contre-offensive : mobilisation des forces sociales (en particulier petite paysannerie, classes moyennes salariées) jusque-là hésitantes mais aujourd'hui gagnées à elle.



— Sur le plan politique il s'agissait de consolider l'alliance P.P.D.-P.S. visant à isoler le mouvement ouvrier dans le but, à terme, d'établir une direction bourgeoise unique, débarrassée du P.S.

— Sur le plan militaire, la condition de réalisation de cette politique était le retour des militaires dans leurs casernes, le premier objectif étant de briser la gauche militaire qui garantissait jusqu'à l'existence du mouvement des soldats et paralysait les capacités opérationnelles anti-populaires de l'armée (échec de l'A.M.L.).

4. C'est dans ce but qu'Antunes, dans un premier temps, a cassé le gouvernement de Vasco Gonçalves, représentant d'un autre projet cherchant l'hégémonie (un courant socialiste autoritaire dans l'armée, appuyé par le P.C.P.).

Cette politique a permis la relance de l'offensive des forces de la bourgeoisie. Risquant d'être débordé par ces forces, Melo Antunes cherchait de nouveau une solution de conciliation avec ceux qu'il avait affaiblis (réunion du 9 novembre avec les Gonçalvistes, le Copcon et Fabiao).

L'échec de cette tentative, dans le contexte de crise du gouvernement, laissait prévoir une rupture brutale.

C'est ce qui explique les événements du 25 novembre et les tentatives de résolution de la crise politique et sociale par des moyens strictement militaires, en particulier de la part des forces principales de l'extrême gauche.

5. Les conséquences des événements du 25 novembre se situent à deux niveaux :

— sur le plan militaire, il s'agit d'une victoire de la droite qui atteint son objectif premier : casser la gauche militaire;

— sur le plan politique, la modification du rapport des forces en faveur de la droite hypothèque le projet de Melo Antunes et fait planer des doutes sur la réalité de sa « victoire ». En effet, autant le coup de force de la droite se

situait dans une phase ascendante de constitution d'un bloc social de la contre-révolution, autant les tentatives de la gauche militaire et d'une partie de la gauche révolutionnaire se situaient en dehors du mouvement populaire et en marge de ses objectifs. La classe ouvrière est ainsi restée spectatrice des événements et c'est pourquoi elle garde ses forces intactes, tout en étant démoralisée pour avoir été indirectement battue.

6. A l'intérieur du mouvement ouvrier le P.C. renforce son influence au détriment de l'extrême gauche et apparaît comme la seule direction politique et le rempart contre les forces de droite. Ceci ne sera pas sans conséquences négatives sur les mobilisations futures des travailleurs et les formes du mouvement de masse (stérilisation des organes de pouvoir populaire en particulier).

Pour l'extrême gauche en recul et désarmée s'ouvre une période de réflexion et de restructuration dont on ne peut prévoir l'issue.

II

1. Une nouvelle période s'ouvre donc dans le processus portugais. La bataille politique passe désormais au premier plan : le danger principal est la marche en avant de la bourgeoisie dont l'un des objectifs est une victoire électorale de la droite P.P.D.-C.D.S.

2. Face à cette poursuite de l'offensive réactionnaire, l'alliance défensive Melo Antunes-P.C.P. est battue d'avance, car la recherche d'un compromis politique avec la bourgeoisie dans l'espoir que ce compromis résistera aux prochaines élections est une illusion. Quant à l'idée de reconstruire un M.F.A., front militaire « anti-fasciste » qui ne pouvait résister longtemps aux contradictions de classe, pour constituer une garantie contre la droite, elle est pure utopie.

Seule, la mobilisation populaire peut permettre au mouvement ouvrier de faire échec à la droite.



3. Aujourd'hui la bataille politique concerne la nature du 7^e gouvernement et ses rapports avec le mouvement populaire. Dans cette bataille sont en jeu la reconduction du compromis P.P.D.-P.S. ainsi que la continuité du compromis Melo Antunes-P.C. Sur ces deux plans des contradictions s'accumulent, et déjà des fissures entre le P.P.D. et le P.S. ainsi qu'à l'intérieur du groupe des « neuf » apparaissent. Une telle situation peut être mise à profit pour préparer une issue unitaire et anti-capitaliste à la rupture P.P.D.-P.S.

La politique et la pratique du P.C.P. constituent un obstacle à l'aboutissement d'une telle orientation qui suppose un projet socialiste et anti-autoritaire.

4. C'est le rôle historique de l'extrême-gauche aujourd'hui de proposer cette perspective à l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. Cela passe aujourd'hui par la bataille pour une alternative gouvernementale d'unité des travailleurs et de leurs organisations créant

ainsi les conditions d'une contre-offensive.

III

La prochaine conférence internationale organisée par le Comité Russell pour le Portugal et soutenue par de nombreuses forces allant de la gauche socialiste au mouvement révolutionnaire prend dès lors une signification et une importance particulières : tout doit être mis en œuvre pour son succès.

Le mouvement de solidarité avec la révolution portugaise doit prendre pour premiers objectifs : la lutte pour la liberté de tous les emprisonnés, pour les libertés de réunion, de manifestation, d'expression, pour la défense des acquis des travailleurs de la ville et de la campagne.

Le journal « Portugal Informations » reste l'organe essentiel de cette campagne de soutien.

(Texte élaboré par la Direction Politique Nationale des 6 et 7 décembre 1975.)

II. LES POSITIONS DE LA FEDERATION HA.CUI.TEX (C.F.D.T.)

Notre pratique syndicale, c'est aussi donner la dimension internationale de la lutte des travailleurs, l'intervention de la section syndicale BATA introduit cette réalité. Le combat révolutionnaire que mène la classe ouvrière portugaise aura une influence décisive sur notre lutte pour le socialisme en France. L'enjeu est donc d'importance...

L'avenir du combat révolutionnaire que mène la classe ouvrière portugaise aura une influence décisive sur notre propre lutte pour le socialisme en France. L'enjeu est important pour tous : en élargissant la brèche, nous ouvrirons un espace plus vaste à l'initiative populaire et à la mobilisation de la classe ouvrière européenne vers le socialisme.

Le combat décisif que livrent les tra-

vailleurs, la gauche syndicale, la gauche révolutionnaire, les commissions de travailleurs, d'habitants, de paysans, de soldats, pour renforcer le pouvoir populaire mérite d'être diffusé, divulgué, afin d'être mieux compris et soutenu par l'ensemble de la classe ouvrière française et de ses forces progressistes.

Aujourd'hui, l'urgence est de démystifier la propagande bourgeoise qui simplifie et caricature la réalité portugaise, réduisant le combat qui anime le peuple pour le socialisme à un simple choix parmi des modèles extérieurs : démocratie libérale, bureaucratie d'Etat.

Ne nous y trompons pas : l'enjeu est bien capitalisme ou socialisme. L'effondrement du régime fasciste et l'instauration possible d'un socialisme démocratiquement géré par la base et appuyé



sur le pouvoir des travailleurs hantent les matins brumeux de la bourgeoisie européenne et défient l'impérialisme américain.

La montée des luttes de classe et la crise de la domination bourgeoise montrent que les travailleurs et le peuple portugais sont en mesure de construire le socialisme.

Nous y croyons avec espoir, avec confiance. Mais il nous faut aussi prendre résolument le parti de les soutenir. C'est plus que notre devoir internationaliste : c'est la nécessité de faire progresser notre acquis théorique et notre pratique syndicale qui doivent nous inciter à montrer, dès maintenant, la nature et l'enjeu des luttes ouvrières au Portugal.

Un long passé de luttes anti-fascistes

La classe ouvrière portugaise a connu un long passé de luttes anti-fascistes. Le développement de la conscience de classe, la combativité ouvrière et populaire, le mouvement des masses s'amplifient constamment au Portugal durant la dernière période du fascisme.

— A partir de 1960 la lutte politique se radicalise. Le Parti Communiste Portugais (clandestin et sévèrement réprimé) s'investit à fond dans les luttes ouvrières et agricoles — notamment en 1962, lors de la lutte du prolétariat agricole de l'Alentejo (1) qui revendique la journée de 8 heures.

Cette grande période de luttes ouvrières, manifestations de rue, grèves à l'Université, se termine par une énorme répression, dont le solde est lourd pour le mouvement ouvrier et anti-fasciste : de nombreux morts, la prison de militants, l'exil.

— La lutte politique se précise à ce moment. Un fort mouvement de front unitaire s'amplifie, préconisant la lutte armée.

— En 1969 l'enjeu politique se cla-

(1) Région agricole dominée par les gros propriétaires terriens.

rie. Sous la poussée de la gauche révolutionnaire au sein de l'opposition, sous l'impulsion aussi de Mai 68 en France, une rupture, deux pôles surgissent clairement et publiquement dans les forces de l'opposition. L'un social-démocrate (alliance démocratique, républicaine, réformiste) qui valorise le processus électoral. L'autre, une option clairement socialiste, orientée vers la démocratie de base et la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Parallèlement, la poussée revendicative et l'action syndicale s'organisent. Durant les dernières années du régime fasciste, les syndicats (jusque-là divisés, corporatistes, manipulés par le pouvoir et le patronat) s'engagent dans la voie de l'unité, échappent progressivement au contrôle de l'Etat, soutiennent les luttes ouvrières de plus en plus nombreuses.

C'est ainsi qu'en 1970, à Lisbonne, quatre organisations syndicales fondent l'Intersyndicale, qui vise à coordonner l'action. Les militants de la gauche communiste et de la gauche révolutionnaire influencent environ 10 % des syndicats, y prennent une part importante.

La revendication s'organise — les conflits sont très nombreux —, la conscience de classe des ouvriers portugais s'amplifie.

Un vaste mouvement populaire qui se développe

Dès le coup d'Etat militaire renversant le fascisme, un vaste mouvement populaire se développe au Portugal. Libéré du joug fasciste, le peuple travailleur se révèle imprévisible.

Au début, le mouvement est spontané, inorganisé. Et bientôt l'effondrement du régime devient profond, sous l'explosion d'une spontanéité combative qui entraîne soldats et ouvriers, paysans, petite bourgeoisie urbaine, employés appauvris et officiers progressistes.

Au lendemain du 24 avril, le peuple de Lisbonne libère lui-même les militants emprisonnés par la police politique, dé-



nonce les fascistes, réclame l'épuration immédiate.

Très vite, le mouvement populaire va se fortifier, balaye audacieusement les hésitations du MFA dont le programme est rapidement dépassé. L'offensive des forces populaires et travailleuses s'accroît et se concrétise par un ensemble d'expériences de lutte et d'acquis importants :

— Revendications très importantes sur les salaires, les horaires, les conditions de travail et de vie ;

— Exigence d'épuration des patrons et des cadres fascistes ;

— Accélération du processus de décolonisation ;

— Occupation d'usines pour défendre l'outil de travail, l'emploi et le salaire ;

— Obtention d'un salaire minimum, sécurité sociale, conventions collectives, réduction des écarts de salaire ;

— Liberté d'expression et d'organisation ;

— Mouvement autogestionnaire dans le textile : Sogantal, Charminha, Tapetes de Areiolos ;

— Affiliation de tous les syndicats à l'Intersyndicale ;

— Radicalisation des luttes en réponse aux tentatives de répression du nouveau pouvoir : Mabor, Effacée, PTT, Lisnave, Métro, Tap, Jornal do Comercio.

Riposte des travailleurs contre la répression du nouveau pouvoir

La répression du nouveau pouvoir et du patronat se manifeste par des licenciements collectifs, des réquisitions de grévistes, des licenciements de militants de la gauche syndicale et révolutionnaire, par la promulgation d'une loi anti-grève.

Les travailleurs ripostent partout où le pouvoir et le patronat essayent de reprendre l'initiative. La combativité ouvrière, soutenue par l'enthousiasme populaire, se manifeste par des luttes

offensives qui répondent à des conditions concrètes :

— Malgré l'imposition du salaire minimum, de nombreuses petites entreprises (comme Sousa Abreu dans le textile) refusent de payer. Les travailleurs les y obligent en occupant l'usine.

— A la TAP (transports aériens) les travailleurs s'opposent avec succès et lors d'affrontements très violents au licenciement de 226 ouvriers et employés, dont beaucoup sont des militants politiques.

— Après la fuite de certains patrons (comme à l'Estalagem Claras-Leiria) les travailleurs gèrent eux-mêmes leur emploi. L'exemple de ce restaurant à vocation touristique est édifiant et permet de bien comprendre l'enjeu et la nature du combat que livrent les travailleurs portugais. C'est pourquoi il faut le raconter :

Le patron avait déjà accepté difficilement l'instauration du salaire minimum. Début 1975, dès la parution du nouveau barème salarial, il menacera de liquider tout. Faute de syndicat, les travailleurs forment une commission. Le patron s'en remet à l'Etat, tente d'obtenir des crédits ; les travailleurs exigent de les contrôler. Entre-temps, le patron s'absente pendant un mois. Les salaires sont déjà en retard. Le patron revient, mais repart aussitôt après, et définitivement.

La situation est alarmante : pas d'argent en caisse, retard dans le paiement des salaires et des fournisseurs, crédits bloqués, clientèle touristique inexistante. Les travailleurs revoient le rôle de leur Commission de travailleurs, qui devient un organe exécutif de la décision de l'assemblée générale. Les décisions sont prises collectivement : salaires égaux pour tous, répartition du travail selon les aptitudes et les connaissances (c'est ainsi qu'achète le détergent celui qui l'utilise), et surtout modification des contraintes du marché (se fournir auprès des coopératives agricoles, servir les



repas à bas prix aux travailleurs de la ville).

Comme les travailleurs le définissent eux-mêmes : « l'autogestion, c'est la gestion par tous les travailleurs, avec l'objectif de maintenir l'emploi et le salaire ; la C.T. n'est qu'un organe coordinateur et exécutif contrôlé par l'assemblée ».

— Le mouvement autogestionnaire des travailleurs du textile démontre aussi comment la combativité et l'offensive des travailleurs (quand l'initiative et la décision reviennent à la base et à l'assemblée) permettent de défendre l'emploi et l'outil de travail, de contrôler la production et d'orienter le type de consommation.

L'environnement capitaliste international menace l'industrie du textile. Les ouvrières de la Sogantal, de Charmine, de Naturana, les ouvriers de Sousa Abreu savent les limites de leur mouvement en régime capitaliste, cependant leurs formes de lutte (séquestration, baisse de cadences, expropriation, autogestion) posent l'enjeu fondamental : détruire le capitalisme, avancer par le contrôle ouvrier et le pouvoir populaire vers le socialisme.

Le syndicat du textile du Sud soutient activement le combat des travailleurs du textile.

La gauche révolutionnaire crée le contact nécessaire et mobilise le soutien populaire autour de ces luttes.

Autonomie et unité de la classe ouvrière

C'est dans ce contexte trop schématiquement exposé que la question de l'autonomie et de l'unité de la classe ouvrière se trouve posé.

L'Intersyndicale, dominée par les militants communistes, en soutenant les gouvernements successifs, a perdu avec eux la bataille de la production, et la confiance d'une immense partie des travailleurs.

Les travailleurs s'unissent autrement.

Les grèves, les conflits les mobilisent, ils apprennent à s'organiser. L'unité à la base, non au sommet.

Depuis le 25 avril 1974, le capitalisme a souvent reculé au Portugal. Il est désormais grandement menacé.

La nationalisation des banques, des grands monopoles et de secteurs importants de l'économie, la réforme agraire, les coopératives agricoles, représentent déjà un acquis considérable.

Le pouvoir populaire, le contrôle ouvrier, même embryonnaires, sont une force ascendante qui pose le problème du pouvoir économique et du pouvoir politique.

La complexité de ces luttes et de ces expériences de contrôle ouvrier et de pouvoir populaire, dans un pays où le pouvoir politique est éclaté, ne doivent pas nous désorienter : elles sont aujourd'hui (à l'heure où elles mobilisent cent mille travailleurs à Lisbonne et font céder le gouvernement) l'élément majeur du processus révolutionnaire portugais.

Ignorer ces initiatives de base, unitaires, politiques et apartidaires (Commissions de travailleurs, d'habitants, de soldats), ignorer les structures qui tendent à les coordonner (Assemblées de Zone, Conseils de Village), peut être alibi ou stratégie.

Et c'est pourtant de là qu'il nous faut partir. Plutôt que des discours et des projets politiques des principaux partis, des fractions du M.F.A., des revirements du Conseil de la Révolution.

La classe ouvrière portugaise a inventé (ou réinventé) ces formes d'organisation autonome pour garantir les acquis réalisés depuis le 25 avril.

L'offensive a été constante : dirigée d'abord contre les fascistes, contre les grands capitalistes et les seigneurs de la terre, aujourd'hui contre le réformisme et la social-démocratie.

La mobilisation populaire a été grandissante, touchant à l'ensemble des structures portugaises : enseignement, santé, habitat, communication sociale, équipements sociaux.

La poussée révolutionnaire est une réalité. La lutte de classe est aujourd'hui dans l'armée, comme dans l'usine.



Portugal, un combat décisif qui aura une influence sur notre propre lutte

Critique Socialiste
Numéro 25
Avril - mai - juin 1976
Pages 86 à 96

Soutien à la classe ouvrière portugaise

Les difficultés que la classe ouvrière portugaise rencontre pour détruire le capitalisme doivent nous inciter au soutien. Il ne peut être un soutien informel et idéaliste, il doit s'agir d'une solidarité de classe.

C'est pourquoi le syndicat Bata propose aux camarades HaCuiTex, aux syndicats et aux sections d'organiser un soutien actif au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière portugaise.

Faire du combat de la classe ouvrière portugaise le nôtre, cela se traduit pratiquement :

- Dénoncer les campagnes de dénigrement de la presse bourgeoise, de même que les pressions internationales qui visent à saboter l'économie.

- Populariser les acquis du mouvement ouvrier portugais.

- Diffuser la nature et l'enjeu des luttes et des expériences des travailleurs portugais.

- Multiplier les contacts avec les formes d'organisation autonome de la classe ouvrière (Commissions de Travailleurs, Comités de défense, Assemblées de Zone, Conseils de Village).

- Echanger notre pratique syndicale, notre acquis théorique avec les syndicats qui ont clairement défini leur option de classe et de masse (Textile du Sud, Chimie).

- Maintenir la liaison avec l'Inter-syndicale sans la privilégier par rapport aux autres formes d'organisation autonome.

Il incombe tout naturellement à la Commission Internationale HaCuiTex d'approfondir notre analyse sur le processus révolutionnaire portugais. Les moyens ne manquent pas.

Il s'agit seulement d'être là aussi offensifs.

C'est bien entendu un choix à faire.

Faisons-le.

Post-scriptum du 2 janvier 1976.

Dans son intervention, la section syndicale de BATA soulignait que l'enjeu est bien capitalisme ou socialisme. Cet aspect est aujourd'hui bien confirmé par les événements qui se déroulent actuellement au Portugal.

A Porto, le 1^{er} janvier 1976, la Police tire sur des manifestants venus réclamer la libération de leurs camarades emprisonnés : bilan 3 morts dont 1 enfant.

« Aujourd'hui, en ce moment même, la lutte au Portugal continue, elle se mène contre le fascisme avec toutes les forces anti-fascistes. » Cette déclaration émane du Major Denis de Almeida, ancien commandant en second du RALIS (régiment d'artillerie de Lisbonne), actuellement emprisonné.

A suivre... la lutte du Peuple Portugais pour sa libération continue.